



Express-in**FO**

Comité technique ministériel du 21 février 2019

A retenir de ce Comité Technique...

NON les DIR ne sont pas à vendre !!!

Le DGITM présente enfin le plan de route du réseau routier national. Mais sans remettre de rapports, ni supports.



Un serpent de mer qui réapparaît avec toujours le même objectif : une vente à la découpe des bijoux de famille !

Et avec toujours la même recette, dictée par de nombreux rapports : adossement, décentralisation, externalisation, sous-traitance.

Avec une nouvelle méthode : passer par la case opérateur pour qu'il puisse réfléchir à son avenir ! Et s'affranchir des contraintes administratives.

Une concertation élargie (personnels, syndicats, collectivités, Préfets, ...) devrait être organisée dès le mois prochain en marge du projet de loi d'orientation pour les mobilités.

FO est opposée à toute opération de vente à la découpe des DIR mettant à mal la continuité et la cohérence du réseau routier national.

En savoir plus [ICI](#)

Création de l'OFB

Depuis la fin de l'année dernière, aucune information... En dehors d'un comité de préfiguration qui se résume à : « Je pense donc tu suis. » et aucune garantie sur les mobilités imposées.

Pour FO, ceci n'est pas acceptable !

En savoir plus [ICI](#)

Organisation territoriale de l'Etat

Il est confirmé que les DREAL resteront bien sous leur forme actuelle (OUF !?).

Dans le cadre de la fusion des SG des DDI, il est juste confirmer que le MTES-MCTRCT défend bien la nomination des directeurs en interministériel.

Pour le reste... il est pris nos revendications...

En savoir plus [ICI](#)

Collectivité européenne d'Alsace



Après l'annonce sans préambule de la création d'une nouvelle collectivité par le Premier Ministre le 29 octobre, ainsi que du transfert d'une partie du réseau routier géré par la DIR

Est, l'heure est désormais au projet de loi.

La seule solution présentée aujourd'hui par l'administration est le transfert de personnels. FO réaffirme que la seule solution acceptable et viable pour un service unique sur l'ensemble du territoire est la mise à disposition de ses services auprès de la nouvelle collectivité territoriale.

Une réunion spécifique à ce sujet aura lieu prochainement.

Retrouve de plus amples informations [ICI](#)

Création de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT)

Voir tout d'abord ce que FO a porté auprès de la ministre [ICI](#).

FO demande que les engagements soient tenus, que le projet de loi soit officiellement présenté au CTM et que l'ANCT ne soit pas



qu'une coquille vide. Pour cela, il faut s'appuyer sur les compétences du ministère, placer les DDT(M) sur la chaîne de gouvernance locale et arrêter l'hémorragie au Cerema.

Des demandes entendues... Seront-elles suivies d'effet ? Affaire à suivre dans cette fabuleuse saga !

En savoir plus [ICI](#)

Délégation de gestion des agents

Prémises d'une régionalisation totale de la gestion de tous les agents, l'administration présente une nouvelle version de délégation de pouvoirs aux DDI, DREAL, DIR et aux établissements publics.

L'administration centrale ne conserverait que ce qui est relatif aux CAP... dans l'attente que la loi pour « l'avenir de la Fonction Publique » entre en vigueur.

L'étape suivante est donc une gestion totalement régionalisée, en silo.

Et par-dessus cela, on déshabille les RH de proximité.

Renvoyant une fois de plus, l'agent à sa solitude...

AP 2022
ACCOMPAGNEMENT DES AGENTS



Dématérialisation des bulletins de paye

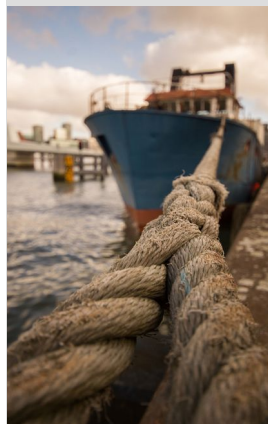
Nos ministères ont choisi de se lancer dans la dématérialisation des bulletins de paye dès 2019. Ceci afin de réduire les services RH de proximité et de faire reposer de plus en plus sur l'agent la responsabilité de sa gestion. Sans se poser la question de la sécurisation des données...

En savoir plus [ICI](#)

Sécurité des navires

Le MTES-MCTRCT a décidé la privatisation du contrôle de 485 navires. Ceci sans analyse de la première vague de privatisation, sans analyse de l'impact sur les agents et sur les centres de sécurité des navires.

Pire, on demande désormais aux agents qui contrôlaient de contrôler le contrôle...



L'administration n'a peur de rien et revient quelques dizaines d'années en arrière... avant que la catastrophe de l'ERIKA ne fasse prendre conscience de la nécessité d'un contrôle indépendant.

Rendez vous dans quelques années ?

En savoir plus [ICI](#)

De nouvelles élections en 2019 !

Le corps des directeurs de recherche et des chargés de recherche n'a pas pu se prononcer pour ses représentants le 6 décembre dernier. En effet, l'administration n'avait pas encore traduit leur évolution statutaire datant de... 2017. Ils seront donc appelés aux urnes en cours d'année.

Pour tout savoir sur les débats de ce CTM, retrouvez [ICI](#) notre Décrypt'info et [ICI](#) notre déclaration préalable !

Et les sujets qui n'ont pas pu être traités :

Bilan social 2017 (reporté par manque de temps)



Exercice traditionnel de chaque début d'année, revoici le bilan social. Pour tout savoir sur la typologie de nos ministères, retrouvez

notre analyse complète [ICI](#).

Adhésion au RIFSEEP des CR/DR

Un nouveau corps rejoint le régime du RIFSEEP. Nous ne référons pas le coup des problèmes liés au RIFSEEP mais plutôt le constat bien triste que l'administration maîtrise trop bien le copier-coller, quitte à ne plus savoir de quel corps il est question.

Concernant plus particulièrement les CR/DR, le nouveau mode de rémunération non plus évalué par les pairs mais par l'autorité hiérarchique pose question !

En savoir plus [ICI](#)